



Un projet d'envergure
pour la décarbonation
des industries du Grand Ouest

Lancement de la concertation préalable relative à GOCO₂, un projet d'envergure pour la décarbonation des industries du Grand Ouest

Le 29 septembre 2025, Heidelberg Materials France, Lafarge Ciments, Lhoist, NaTran, Elengy et RTE ont lancé la concertation préalable relative au projet GOCO₂, une démarche collective de décarbonation de l'industrie au service de la transition écologique du Grand Ouest.

Initié en 2021, GOCO₂ réunit Heidelberg Materials France, Lafarge Ciments, Lhoist, NaTran, Elengy et RTE pour relever le défi de la décarbonation des productions de ciment et de chaux dans le Grand Ouest. Le projet concerne plusieurs départements : les Deux-Sèvres, la Mayenne, le Maine-et-Loire, l'Ille-et-Vilaine et la Loire-Atlantique. **L'enjeu : éviter, à partir de 2031, l'émission à l'atmosphère de 2,2 millions de tonnes de CO₂ par an** (soit l'équivalent des émissions de la métropole de Nantes). GOCO₂ représente un investissement prévisionnel total d'environ 2,5 milliards d'euros.

GOCO₂ poursuit trois objectifs :

- Capturer le CO₂ inévitable de trois sites industriels majeurs du Grand Ouest, en complément des actions de réduction des émissions déjà mises en œuvre ou programmées ;
- Pérenniser des usines qui jouent localement un rôle stratégique pour l'emploi et pour les secteurs d'activité qu'elles approvisionnent ;
- Créer des infrastructures de transport du CO₂, permettant le raccordement ultérieur de nouveaux émetteurs et facilitant l'émergence d'une filière de valorisation.

GOCO₂ : un projet collectif, plusieurs opérations complémentaires

GOCO₂ regroupe plusieurs opérations complémentaires permettant le captage du CO₂ et son transport, en vue de son stockage géologique permanent. Le captage du CO₂ consiste à récupérer le CO₂ à la source, avant qu'il ne soit rejeté à l'atmosphère où il participe au changement climatique. Le CO₂ ainsi capté peut ensuite être utilisé comme matière première dans d'autres industries ou stocké dans des formations géologiques profondes.



Plus précisément, le projet GOCO₂ comporte :

- Trois opérations de captage du CO₂ :
 - Dans les Deux-Sèvres, avec « AirvaultGOCO₂ », Heidelberg Materials France prévoit de poursuivre la décarbonation de la cimenterie d'Airvault réalisée dans le cadre du projet Airvault 2025 par la mise en œuvre d'une installation de captage.
 - Dans la Mayenne, Lafarge Ciments a engagé l'opération « Capt4Climate » pour accélérer la décarbonation de la production de la cimenterie de Saint-Pierre-la-Cour. Cette opération prévoit l'accroissement des capacités de production d'argile calcinée, afin d'augmenter la part de ciments à teneur réduite en clinker, combiné à la mise en œuvre d'installations de captage du CO₂ résiduel.
 - Dans la Mayenne, Lhoist a engagé en 2025 une démarche visant à utiliser la biomasse issue de déchets comme combustible et à expérimenter des solutions de captage du CO₂ sur les fours à chaux de Neau, afin d'identifier la technologie la plus adaptée et performante sur le plan environnemental.

- Une opération de transport du CO₂ par canalisations souterraines :
 - NaTran (ex-GRTgaz) prévoit la réalisation d'un réseau de canalisations souterraines d'une longueur évaluée à 375 kilomètres pour transporter le CO₂ capté à Airvault, Saint-Pierre-la Cour et Neau jusqu'au terminal CO₂ de Montoir-de-Bretagne.

- Une opération de liquéfaction du CO₂ et de chargement à bord de navires au terminal de Montoir-de-Bretagne :
 - En Loire-Atlantique, sur le site du terminal méthanier existant de Montoir-de-Bretagne, Elengy projette la création de nouvelles installations permettant le traitement, la liquéfaction et le chargement du CO₂ sur les navires, en vue de son transport par voie maritime vers des sites de stockage géologique permanent.

- Des raccordements au réseau de transport d'électricité :
 - Pour répondre aux besoins accrus en électricité, RTE étudie de nouveaux ouvrages (lignes et postes) pour raccorder les sites d'Airvault, de Saint-Pierre-la-Cour et de Montoir-de-Bretagne au réseau de transport d'électricité.

GOCO₂ est un projet emblématique de la démarche Loire Estuaire Décarbonation, résultant de l'appel à projet Zone Industrielle Bas Carbone (ZIBaC), porté par l'ADEME dans le cadre du programme « France 2030 ». Le projet bénéficie aussi de soutiens européens pour la conduite des études, au travers du Mécanisme pour l'interconnexion en Europe.



Financé par



Cofinancé par
l'Union européenne

Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité de l'auteur et ne reflète pas nécessairement l'opinion de l'Union européenne ou de CINEA.

La concertation préalable

La concertation préalable est organisée sous l'égide de la Commission nationale du débat public (CNDP) qui a désigné trois garants – Jean-Pierre Bompard, Marc Navez et Catherine Trebaol – pour accompagner la préparation des modalités de la concertation et veiller à son bon déroulement.

Du 29 septembre au 19 décembre 2025, le public peut s'informer et s'exprimer par de nombreux moyens. Une quarantaine de rencontres publiques est prévue sur le territoire concerné par le projet GOCO₂. Un site internet dédié (<https://concertation.goco2.fr>) est en ligne avec notamment le [dossier de concertation](#), [l'agenda des rencontres sur le territoire](#) et un formulaire de dépôt d'avis et de questions.

À l'issue de la concertation, dans le mois qui suivra, les garants publieront leur bilan de la concertation préalable.

La parole aux porteurs du projet

Les émissions de CO₂ associées aux productions de ciment et de chaux diminuent depuis plusieurs décennies, grâce aux actions de décarbonation déjà entreprises et à l'évolution des usages. Ces efforts doivent se poursuivre et, en complément, le captage et le stockage du CO₂ doivent être mis en œuvre. « *Nos industries, le ciment et la chaux, sont au cœur des enjeux de décarbonation de l'industrie en France. Pour relever le défi de la décarbonation, le captage du CO₂ est indispensable dès lors que tous les leviers traditionnels de décarbonation ont été engagés de manière optimisée. C'est une solution de dernier recours* », précise ainsi **Bruno Pillon, Président des Activités France de Heidelberg Materials**.

GOCO₂ constitue ainsi une réponse aux orientations européennes (Net-Zero Industry Act), nationales et régionales (Loire estuaire décarbonation) en faveur de la décarbonation, tout en assurant la pérennité de sites industriels stratégiques. Pour **Xavier Guesnu, Directeur Général de Lafarge France**, « *GOCO₂ est déterminant pour assurer la pérennité de sites qui produisent des matériaux essentiels répondant à des besoins locaux. Nos usines contribuent aussi à la vitalité économique locale de leurs territoires d'accueil, en garantissant des emplois qualifiés, stables et non délocalisables* ».

GOCO₂ permettra de réduire les émissions à l'atmosphère de CO₂ des sites d'Airvault, de Saint-Pierre-la-Cour et de Neau d'au moins 90 %. Au-delà, les différentes opérations de GOCO₂ présentent des enjeux environnementaux, en matière de gestion de l'eau, d'organisation des travaux, de prise en compte de la biodiversité, de maîtrise des risques industriels, etc. Pour **Jacques Chanteclair, Vice-président et directeur général Lhoist Europe du sud**, « *la concertation préalable qui s'ouvre est ainsi l'opportunité de présenter les opérations de GOCO₂ dans toute leur diversité, d'en exposer les effets potentiels, de répondre aux questions du public, et de recueillir ses suggestions* ».

Au-delà de la pérennisation des sites industriels déjà impliqués dans le projet, l'infrastructure de transport GOCO₂ participera à la transition écologique en permettant de nouveaux raccordements à l'avenir. La construction de ce réseau offre également des opportunités (chantiers d'ampleur, développement des activités du Port de Nantes-Saint-Nazaire, accroissement de l'attractivité économique régionale...) avec des bénéfices socio-économiques pour le Grand Ouest. « *Avec GOCO₂, nous déployons des infrastructures mutualisées de transport du CO₂ capables d'accueillir à l'avenir le raccordement de nouveaux industriels et de*

*faciliter l'émergence future d'une filière de valorisation. Le projet est la première pierre d'un écosystème régional du CO₂», relève **Sandrine Meunier, Directrice générale de NaTran.***

Enfin, GOCO₂ est une réponse collective et inédite à l'urgence climatique. **Didier Lhuillier, directeur général d'Elengy**, rappelle ainsi que « *Nos entreprises travaillent ensemble depuis 2021 et nos premières années de réflexion partagée nous ont effectivement confortés dans l'idée qu'une action collective serait plus efficace qu'une somme d'actions individuelles. La concertation préalable sera l'occasion de débattre de l'opportunité - environnementale, sociale, et économique – de notre projet.*».

Contact presse :

contact@goco2.fr

Heidelberg Materials est l'un des leaders mondiaux de l'industrie des matériaux et solutions de construction avec des positions de leader sur le marché du ciment, des granulats et du béton prêt à l'emploi. Nous sommes présents dans plus de 50 pays avec plus de 51 000 employés sur près de 3 000 sites. La responsabilité environnementale est au centre de nos actions. En tant que précurseur sur la voie de la neutralité carbone et de l'économie circulaire dans l'industrie des matériaux de construction, nous travaillons sur des matériaux de construction durables et des solutions pour l'avenir. Nous offrons de nouvelles opportunités à nos clients grâce au digital.

Lafarge Ciments est une filiale du groupe Holcim, le partenaire de référence de la construction durable. Le groupe compte plus de 48 000 collaborateurs dans 45 pays (en Europe, Amérique latine, Asie, Moyen-Orient et Afrique). En France, Lafarge apporte son expertise de leader des matériaux de construction innovants et durables dans 4 secteurs d'activités : le Ciment, le Béton prêt à l'emploi, les Granulats et les Solutions constructives. L'entreprise compte 4 200 collaborateurs et plus de 400 sites industriels sur l'ensemble du territoire hexagonal. En rendant massivement disponible ses ciments et ses bétons bas-carbone, Lafarge s'engage à augmenter la performance environnementale de la construction.

Le groupe belge **Lhoist** est l'un des principaux producteurs mondiaux de chaux, de dolomie et de solutions minérales. Il compte 135 sites répartis dans plus de 25 pays avec 6 650 employés de plus de 70 nationalités différentes. Lhoist cherche à contribuer de façon utile et durable à la conception et au développement de nouvelles technologies et de nouveaux procédés visant à minimiser l'empreinte écologique de ses opérations, notamment en limitant les émissions de gaz à effet de serre.

NaTran est le nouveau nom de GRTgaz. L'année 2025 marque les 20 ans de l'entreprise qui ouvre une nouvelle page de son histoire en changeant de nom et en adaptant un projet d'entreprise NaTran2030 tourné vers la transition énergétique et la neutralité carbone à l'horizon 2050. Pour y parvenir, l'entreprise adapte son réseau et ses pratiques aux défis écologiques, économiques et numériques. Elle propose des infrastructures et une logistique adaptée aux gaz qui participent à la transition énergétique (biométhane, H₂ et CO₂). NaTran est le 2^e opérateur de transport de gaz en Europe. Le Groupe compte deux filiales : Elengy (leader des terminaux méthaniers en Europe) et NaTran Deutschland (opérateur du réseau MEGAL). NaTran assure des missions de service public visant à garantir la sécurité d'acheminement de ses clients. Son centre de recherche NaTran R&I (précédemment RICE) fait référence au niveau international en matière de recherche et d'innovation appliquée à la transition énergétique. Chiffres clés NaTran Groupe : 33 800 km de canalisations, 590 TWh de gaz transporté, près de 3 850 salariés, près de 2,5 Mds € de CA en 2024. Pour en savoir plus sur NaTran et ses initiatives, rendez-vous sur NaTrangroupe.com, [X](#), [LinkedIn](#), [Instagram](#)

Expert du GNL et opérateur pionnier de terminaux méthaniers en France, **Elengy** mobilise pour ses clients plus de soixante ans d'expérience dans la conception, le développement, l'exploitation et la maintenance d'installations industrielles de haut niveau. Elengy détient et exploite les trois terminaux méthaniers régulés en France : Montoir-de-Bretagne, sur la façade atlantique, Fos Cavaou et Fos Tonkin en Méditerranée. Aujourd'hui, Elengy a l'ambition de transformer ses terminaux méthaniers en hubs multiservices de décarbonation, notamment pour les chaînes de captage et de stockage du carbone ainsi que pour de nouvelles molécules : bio-GNL, hydrogène et ammoniac bas-carbone.

RTE, gestionnaire du réseau de transport d'électricité français, assure une mission de service public : garantir l'alimentation en électricité à tout moment et avec la même qualité de service sur le territoire national grâce à la mobilisation de ses 10 025 salariés. RTE gère en temps réel les flux électriques et l'équilibre entre la production et la consommation. RTE maintient et développe le réseau haute et très haute tension (de 63 000 à 400 000 volts) qui compte près de 100 000 kilomètres de lignes aériennes, 7 000 kilomètres de lignes souterraines, 2 900 postes électriques en exploitation ou co-exploitation et une cinquantaine de lignes transfrontalières. Le réseau français, qui est le plus étendu d'Europe, dispose de 37 interconnexions avec ses pays voisins. En tant qu'opérateur industriel de la transition énergétique neutre et indépendant, RTE optimise et transforme son réseau pour raccorder les installations de production et de consommation d'électricité.